

## **Collectif Romeurope Ile de France**

### **Réunion du 19 septembre 2013**

#### **1/ Point sur les objectifs, son organisation et la méthodologie d'action du Collectif Ile de France, par Michel FEVRE**

L'objectif du Collectif Romeurope Ile de France a toujours été celui de fédérer les collectifs et comités de soutien qui se créent et disparaissent sur la base des réalités locales. Afin de donner un appui et un cadre aux soutiens impliqués dans l'accompagnement des personnes vivant en bidonville. Ce Collectif traduit la volonté politique des comités locaux de s'inscrire dans une dynamique régionale. A cette fin depuis longtemps sur certains départements comme le 94 et le 95 la dimension départementale a été développée de façon à appuyer une réflexion au niveau régional. A travers le Collectif Régional les expériences locales et départementales sont mutualisées et capitalisées. Ceci permet d'interpeller les pouvoirs publics différemment à ce niveau mais aussi au niveau local vu que chaque collectif peut vanter l'appartenance à un réseau plus large : régional mais aussi national.

Ce Collectif a aussi vocation à s'ouvrir à différents partenaires qui agissent pour la défense des droits tels que le droit à l'hébergement, à l'éducation, l'emploi, etc... Les actions de ce collectif ont pour but de regrouper des parties de la population luttant pour les mêmes droits, autour de sujets larges, pas seulement limités aux habitants des bidonvilles, ceux qu'on appelle les Roms.

#### Débat avec la salle :

Les membres ressentent le besoin d'un débat de fond sur le positionnement du Collectif et le message à porter.

Le niveau local c'est le niveau de l'action de proximité ; le niveau régional c'est le niveau de l'échange d'information et de la concertation, le niveau national c'est le niveau de la réflexion politique.

#### **2/ Présentation d'une proposition de démarche participative pour renouveler l'engagement et la participation au sein du Collectif, par Marilisa Fantacci**

Lors de la réunion du 4 juin dernier un débat avait eu lieu concernant à la fois la participation, la concertation et la gouvernance au sein du Collectif Romeurope et le besoin de re-clarifier le positionnement du Collectif ainsi que le message que celui veut porter sur cette thématique, dans lequel les membres se reconnaissent et autour duquel ils se fédèrent.

Afin d'avoir un moment de discussion dédié à ces sujets et travailler sur le groupe, il est proposé aux membres du Collectif Ile de France de la réunion d'adopter une démarche participative dans laquelle tous puissent s'exprimer sur les attentes, les contraintes et le rôle de chacun. Cela afin de reformuler les objectifs communs ainsi que la méthodologie de travail consensuelle.

A cette fin un expert du Secours Catholique accompagnera le Collectif dans cette expérimentation. La date de cette rencontre sera communiquée au plus tôt. <sup>1</sup>

#### Débat avec la salle :

Les membres du Collectif ont accueilli favorablement cette proposition.

### **3/ Tour de table sur l'état des lieux dans les différents départements : la rentrée scolaire suite aux évènements de l'été et autres questions prioritaires sur les différents départements**

#### **1. Seine et Marne par le Collectif du Val Maubuée - 77**

En un an le Collectif a comptabilisé près de 19 évacuations sur la commune de Champ sur Marne. Durant l'année 2012, la mairie de Champ refusait d'inscrire les enfants dans les écoles de la ville mais l'intervention de l'IA a permis la scolarisation effective de ces enfants. Cette année une trentaine d'enfants sont inscrits et scolarisés ; principalement en maternelle et primaire, pour le collège les enfants sont orientés par le CIO. Les problèmes auxquels ils sont confrontés sont les affectations éloignées des lieux de vie des enfants et l'accès à la cantine et aux transports scolaires.

Le Collectif a monté un projet pour avoir des aides afin de faire face à ces difficultés et cherche une structure prête à porter ce projet vers le Conseil régional.

Un terrain où vivent près de 200 personnes sera probablement évacué le 15 octobre.

De manière générale, il n'y a aucun contact entre le Collectif et la préfecture ni d'autres institutions sur le 77.

#### **2. Yvelines par le Collectif Romyvelines - 78**

Concernant la rentrée scolaire, tous les enfants sont scolarisés : une trentaine en primaire, une dizaine en maternelle et une dizaine au collège. Le terrain est stable depuis plus de 5.

La principale difficulté est le transport des enfants à l'école qui se trouvent loin du terrain : refus des institutions compétentes de mettre un arrêt du car scolaire. Le Préfet a annoncé au Collectif que cet arrêt ne se fera pas parce que le projet présenté par le STIF est trop cher. Cela repose donc sur les militants et les parents qui accompagnent en voiture tous les matins les enfants.

Le collectif envisage une manifestation avec les familles du terrain devant la préfecture pour protester face à cette impasse.

Le Pact Arim 78 effectue un diagnostic de grande ampleur sur le terrain : la deuxième phase du projet sera bientôt en œuvre.

---

<sup>1</sup> Contrairement à ce qui avait été annoncé il ne sera pas possible de faire cette réunion début octobre pour de raisons d'indisponibilité de certains acteurs essentiels pour cette démarche. Une date vous sera proposée rapidement.

### **3. Essonne – éléments écrits apportés par l'ASEFRR - 91**

Concernant les évacuations :

- Cette semaine ont été évacués Wissous et Evry
- En attente : Villebon – Grigny – Crosne – Montgeron - dont les dates d'audiences sont toutes proches

En lien avec le CASNAV le Collectif a pu inscrire un grand nombre d'enfants dans les différents écoles et collèges de l'Essonne, avec un accueil attentif et solidaire du personnel enseignant. (Environ 70 enfants)

### **4. Hauts de Seine par le Collectif 92 Sud - 92**

Le terrain est stable depuis des années vu que la parcelle appartient au CG du 91 qui ne va pas demander l'évacuation. Par contre le CG ne fera rien pour ces personnes, le collectif doit voir avec la mairie de Chatenay, hostile à l'installation. Le jour de la réunion, des policiers de Chatenay sont venus sur le terrain faire un pointage très précis de toutes les personnes présentes

Sur la scolarisation, sur une 15aine d'enfants : 3 sont scolarisés (2 en primaire et 1 au collège). Une famille a retiré son enfant du collège et maintenant il fait la manche avec ses parents. Mauvais exemple pour les autres familles.

Le problème majeur reste la domiciliation. Plusieurs personnes sont domiciliées chez les membres du collectif. En ce moment le Collectif peine à trouver des nouvelles forces / membres pour faire tout ce qui devrait être fait aussi pour l'inscription scolaire des enfants.

### **5. Seine Saint Denis par le MRAP 93, le Collectif de Noisy le Grand et PU-AMI - 93**

**Bobigny** : il n'y a pas de domiciliation par le CCAS. Mais les enfants scolarisés ont accès à la cantine. Suite à l'évacuation d'août dernier la mairie est intervenue pour que les familles puissent rester sur la parcelle lui appartenant et les enfants ont ainsi pu faire leur rentrée. L'AI a veillé à ce que cette rentrée soit suivie d'une continuité de fréquentation par les enfants. L'AI a appelé les écoles concernées pendant quelques jours.

Lors de l'évacuation du terrain en août, les caravanes ont été confisquées : elles ne pouvaient être remises à leur propriétaire que sur présentation de la carte grise dont les personnes ne disposent pas. Concernant le Comité de suivi il n'est pas mis en place et les diagnostics effectués jusqu'à maintenant ont été des diagnostics bidon.

**Actions de la Plateforme 93** : ils sont en attente d'un rdv avec Cecile Duflot (le rdv qu'ils avaient obtenu en juillet a été reporté). Ils souhaitent organiser prochainement un Forum régional avec l'ensemble des acteurs pour informer/échanger sur les situations. Ils ont également comme projet de faire un site internet pour répertorier les actes racistes, sous la forme d'un Observatoire avec des éléments pratiques pour déposer plainte.

**Noisy le Grand** : suite à l'incendie qui s'est produit en juillet, le Collectif a des interrogations sur l'origine de l'incendie et plus généralement comment avoir accès aux conclusions des enquêtes lorsqu'il y a eu des incendies. Sur la scolarisation, la situation de l'année dernière perdure : une

dizaine d'enfants est scolarisé mais n'est pas inscrit officiellement et ne peut donc pas bénéficier de la cantine et des activités extra-scolaire. Sur cette situation le collectif qui avait déjà sollicité le Défenseur des droits va solliciter à nouveau l'AI qui est volontaire et demande que le Préfet se substitue à la volonté du maire.

**Actions de PU-AMI :** l'association intervient sur 4 sites : Saint Ouen, Saint-Denis, Bobigny et XXX. La difficulté la plus importante pour mener les actions de médiation sanitaire de l'association est celle de la domiciliation. L'équipe de PU-AMI est composée entre autre de médiateur roumanophones. Information importante : l'association a une permanence santé à la PASS de l'hôpital de la Fontaine le mardi et le jeudi.

## **6. Val de Marne par PU-AMI et Romeurope 94 - 94**

**Actions de PU AMI :** l'association intervient à Ablons, Bonneuil, Vitry et Ivry. Elle recherche un local pour ouvrir un centre d'accueil et d'orientation. L'objectif serait d'avoir un lieu dans lequel le suivi des personnes peut continuer suite à une évacuation.

**Romeurope 94 :** Depuis 2003 le département a vu une dizaine de projets d'insertion se développer pour l'accompagnement d'environ 300 personnes. Depuis la circulaire un seul projet a été mis en place : celui de Créteil.

Pour les autres sites (squats et bidonvilles), la plupart sont menacés d'évacuation. A Ivry les enfants sont scolarisés. A Vitry deux collégiens sont scolarisés, d'autres sont au CIO pour orientation. Une quinzaine d'enfants sont scolarisés en primaire.

Le Collectif interpelle régulièrement et travaille avec l'Inspection académique et le Casnav. Néanmoins on peut constater parfois un délai de 5 à 7 mois d'attente pour l'affectation. Un gros problème est représenté par les adolescents en décrochage scolaire ou qui n'ont jamais eu une réelle scolarisation et pour lesquels il faudrait réfléchir à des parcours alternatifs.

Concernant les projets d'insertion de Choisy et Orly, ils vont bientôt arriver à terme et des familles vont se retrouver ainsi de nouveau à la rue. Jusqu'à maintenant 7 familles sont parties dans des logements depuis le projet de Choisy. Que faire avec les familles qui n'arriveront pas au bout du parcours prévu par le projet ?

L'Association Romeurope 94 a rencontré le Préfet Carrère (délégué DIHAL) qui a avoué que rien se fera avant les municipales.

## **7. Val d'Oise par le Collectif de soutiens aux familles roms de Roumanie, le Collectif de Deuil la Barre et l'Asav - 95**

*Le Collectif propose de faire une réunion par trimestre sur l'état de lieux en Ile de France.*

Le Collectif de soutien a rencontré l'évêché qui leur a annoncé, entre autre, la mobilisation des évêques de l'Ile de France pour l'organisation d'une journée sur les Roms.

**A Bezon :** tous les enfants sont scolarisés malgré le refus auparavant de la mairie. L'ASET avait dû alors saisir l'Inspection académique. Sur ce terrain il n'y a pas eu de diagnostic mais il sera bientôt évacué.

Le collectif a eu une rencontre avec le maire de Saint-Ouen-l'Aumône qui veut construire un Village d'insertion pour des familles choisies et qui sont sur un terrain depuis longtemps. Toutes les autres familles seront évidemment éloignées. Le projet est prévu pour d'ici 1 an. Le collectif serait intéressé à échanger avec Romeurope 94 pour en savoir plus sur le projet d'Orly.

Sur d'autres villes la scolarisation est difficile voire impossible.

**A Deuil la Barre :** le terrain qui a été évacué en juillet était pourtant porté en exemple par le Défenseur des droits : tous les enfants étaient scolarisés depuis 3 ans et demi. L'évacuation a eu lieu suite à diagnostic resté secret selon lequel les familles présentes ne souhaitaient pas s'intégrer. Aujourd'hui, l'évacuation a déscolarisé tous ces enfants. On y voit la volonté de casser l'exemple de réussite.

#### **4/ Présentation du Projet de la LDH « Les Roms ont des droits », par Morgane Alarcon LDH**

Voir présentation du projet en pièce-jointe.

Le Collectif Romeurope National participe à ce projet dans le but de mobiliser son réseau, associations et collectifs locaux, pour l'organisation de formations au niveau local sur la base des besoins locaux et à l'aide d'une mallette élaborée par la LDH. Les membres du Collectif Romeurope Ile de France sont vivement sollicités pour prendre part à ce projet afin d'organiser des formations sur les différents départements.

#### **5/ Proposition et échange sur les actions à envisager au niveau régional.**

La coordination du Collectif Romeurope propose de solliciter un rendez-vous avec le Directeur de projet (DIHAL) auprès de la Préfecture de région, Jérôme Normand, qui a été nommé le 6 septembre dernier.

Voir en pièce-jointe arrêté et proposition de lettre.

#### **6/ Divers :**

Didier Cusserne du Collectif de Noisy le Grand propose de réfléchir sur comment le Collectif Ile de France peut « intervenir » dans le cadre des élections municipales.

La coordination suggère un échange email sur la liste dédiée aux membres du Collectif Ile de France et informe que lors de la prochaine réunion nationale du 26 et 27 octobre un atelier sera dédié à cette question.

Didier Cusserne informe le Collectif que la DRIL financera le projet ROMCIVIC qui prévoit la formation des jeunes roms vivant en bidonville.